

CONSIDERATIONS SUR LA CRISE IRAKIENNE ET SES EFFETS SUR LA POLITIQUE ETRANGERE COMMUNE A LA VEILLE D'UNE GUERRE ANNONCEE

Par Bertrand De Largentaye

Les chefs d'Etat (Havel) et de gouvernement de huit pays européens (Royaume-Uni, Espagne, Italie, Danemark, Portugal, Pologne, Hongrie et République tchèque), membres actuels ou futurs de l'Union européenne et tous membres de l'alliance atlantique, ont pris position le 30 janvier dans les colonnes du " Times ", en faveur de l'union et de la cohésion avec la politique américaine, en se démarquant des réserves exprimées à Berlin et à Paris, et en cautionnant ainsi implicitement la distinction que le secrétaire à la défense Donald Rumsfeld avait opérée entre les pays de la " vieille Europe " et les autres.

L'initiative de l'article revient au président du conseil des ministres espagnol, José Maria Aznar. Celui-ci allait rencontrer Tony Blair à Madrid le jour même de la parution de l'article et le Premier ministre britannique allait être reçu le lendemain par le Président Bush à Camp David. Depuis Suez, le Foreign Office a pour ligne de conduite de ne jamais trop se démarquer de la politique étrangère américaine. La date choisie pour la publication se situait entre le jour de la remise du rapport des inspecteurs de l'ONU, lundi 27 janvier, et le terme fixé pour la prorogation de leur mission, mercredi 5 février, date à laquelle les Américains s'étaient engagés à communiquer les preuves de la culpabilité de Saddam. La question du recours à une nouvelle résolution, pour compléter la résolution 1441 au vu des résultats de la mission d'inspection et pour légitimer le recours à la force, reste posée : elle n'est pas explicitement prévue par la résolution 1441.

Les "huit " ont reçu, quelques jours plus tard, le 5 février, l'appui des dix pays du " groupe de Vilnius " (Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovénie, Macédoine, Croatie, Albanie et Slovaquie). Un Américain, M. Bruce Jackson, semble avoir été l'instigateur de cette prise de position conjointe. Ancien officier de renseignement de l'US Army, ancien vice-président de Lockheed Martin, un des géants de l'armement aux Etats-Unis, M. Bruce Jackson est associé au groupe des néoconservateurs, partisans acharnés d'une guerre contre l'Irak au sein de l'administration de George W. Bush. En 2000, lors de la campagne électorale du Parti républicain, il dirigeait le Comité pour la politique étrangère. En 2002, il a participé activement à la création du Comité pour la libération de l'Irak qu'il dirigeait aux côtés de Randy Scheunemann, consultant en 2001 du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld.

Après le triste épisode de l'île de Perejil, et alors que la convention sur l'avenir de l'Europe enregistre des avancées encourageantes dans d'autres domaines, on se trouve devant une nouvelle preuve de la vacuité de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), en exceptant, sans doute, les actions intéressant l'ancienne Yougoslavie et, mais dans une mesure moindre, les relations avec les républiques de l'ancienne Union soviétique. Il faut bien constater que sur le principal dossier du moment les chancelleries européennes restent divisées, même si, semble-t-il, il n'en va pas vraiment de même s'agissant de leurs opinions publiques. L'Europe risque de se voir cantonnée une fois de plus dans le rôle de l'assistant, appelé à soulager les victimes, et dans celui du financier, invité à prendre en charge les programmes de l'après-guerre, si ce n'est une partie du coût des opérations militaires elles-mêmes. On n'est pas près de voir la méthode communautaire, et son corollaire, qui serait une position européenne unique, prévaloir dans ce domaine. Le seul progrès que l'on peut envisager en restant réaliste serait une forme de différenciation, dont les contours restent à définir.

Il est difficile de ne pas être pessimiste lorsque l'on considère les conditions dans lesquelles les hostilités vont être déclenchées et les informations dont on dispose sur les mesures que les vainqueurs comptent prendre après. Il n'y a pas a priori de solution de rechange viable en Irak, ce qui signifie que les risques d'enlèvement sont bien réels. Cette fois, contrairement à ce qui fut le cas il y a douze ans, lors de la guerre du Golfe, les Américains ne conduiront pas une coalition intégrant de nombreux pays arabes : le manque de soutien arabe officiel - on pense en particulier à la Ligue arabe et au Conseil de coopération du Golfe - contient d'autant plus de germes d'une déstabilisation régionale qu'elle est en phase avec une totale absence de soutien de la part de l'homme de la rue, qui n'a pas été aussi anti - américain depuis longtemps. La relation entre Saddam et Al Qaida n'a jamais été établie et, compte tenu de ce que l'on sait des origines à la

fois chrétiennes et laïques du part Baas, de son attitude aussi à l'égard des droits de la femme, on est fondé à la considérer suspecte parce que contre - nature. Pour Ben Laden le régime de Saddam est un régime apostat. Cela étant, on ne peut exclure que Saddam, le dos au mur, soit tenté de se rapprocher des ennemis de ses ennemis. Les raisons mises en avant pour justifier l'intervention militaire n'ont pas convaincu. Le dossier britannique s'est avéré être le plagiat maladroit d'une thèse de doctorat déjà ancienne et on a pu démontrer que plusieurs documents photographiques n'étaient pas d'actualité. On sait que le secrétaire adjoint à la défense américain, M. Paul Wolfowitz, demande le renversement de Saddam depuis 1977 et que l'administration Bush y songeait bien avant le 11 septembre. M. Wolfowitz a publié un ouvrage où il expose sa doctrine de la sécurité des Etats-Unis ; il y défend l'idée que l'Amérique doit se servir de sa puissance militaire pour provoquer des changements de régime et pour promouvoir ses principes démocratiques à l'étranger. Dans une lettre adressée le 26 janvier 1998 au président Clinton, MM. Rumsfeld et Wolfowitz réclamaient avec insistance une nouvelle stratégie, laquelle, par dessus tout, devait avoir pour objectif le renversement du régime de Saddam Hussein. Ils y reprenaient les thèses d'un groupe de réflexion de la droite conservatrice américaine, appelé Projet pour un nouveau siècle américain, groupe qui, en 1997, était géré par Frank J. Gaffney et qui réunissait, outre les deux signataires, l'actuel vice-président Richard Cheney et l'actuel directeur du Defense Policy Board, organe consultatif du Pentagone, Richard Perle. Ce groupe entretenait des relations étroites avec le Comité pour la libération de l'Irak dont il a déjà été question. Le malaise vient d'abord du sentiment qu'il existe un ordre du jour caché (" a hidden agenda ") : la culture du secret, de la désinformation et de la dissimulation, dans laquelle la famille Bush a baigné plus que d'autres, serait de nouveau à l'œuvre. Le fait que l'Arabie saoudite ne soit plus considérée, après le 11 septembre, comme un allié sûr par les Etats-Unis et, partant, comme une source d'approvisionnement en pétrole fiable, serait à l'origine de la volonté américaine de s'assurer, par tous les moyens nécessaires, les bonnes grâces du second producteur, à savoir l'Irak. Cette hypothèse est intéressante mais ne rend que partiellement compte de la réalité : elle n'explique pas la focalisation sur l'Irak qui existait déjà dans certains esprits de l'administration Bush avant le 11 septembre. Pour cela il faut sans doute se tourner vers deux autres explications, l'une avancée par Zbigniew Brzezinski, la sécurité d'Israël, l'autre qui renvoie à la question de l'énergie. L'ancien président Carter a parlé, il y a quelques mois, de ceux qui " subvertissent " les bases de la politique américaine dans cette région et M. Brzezinski, qui fut son conseiller pour la sécurité nationale, a fait part de son sentiment que les néoconservateurs " ont un projet guidé par le souci d'assurer la sécurité d'Israël ". L'Irak, et plus particulièrement l'Irak de Saddam, a toujours été l'ennemi juré d'Israël. L'autorité palestinienne prit parti pour Saddam lors de la guerre du Golfe de 1991. L'ancien Premier ministre Netanyahou a récemment expliqué, dans les colonnes du " Wall Street Journal ", les raisons pour lesquelles il fallait renverser le régime de Bagdad. Certains néoconservateurs américains ont été qualifiés de likudniks en raison de l'étroitesse des liens qui les unissent au principal parti au pouvoir en Israël. La seconde explication se fonde sur un rapport, " Les défis stratégiques de la politique énergétique au XXIe siècle ", commandé par James Baker, l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush père. Ce document, qui a été remis au vice-président Cheney en avril 2001, cinq mois avant le 11 septembre, développe l'idée qu'une intervention militaire en Irak est essentielle pour prévenir une crise américaine de l'énergie. Enfin, il ne faudrait pas tout à fait exclure le sentiment de vengeance filiale : Saddam a attenté à la vie de Bush père.

L'abcès de fixation au Proche et au Moyen Orient reste bien la Palestine, et l'attaque contre l'Irak, venant après la réélection de Sharon, l'homme de Qitiya (1953), de Sabra et Chatila et de l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, ainsi que l'entrée de l'extrême-droite dans son cabinet, pourrait servir de diversion et être le signal d'une nouvelle offensive contre ce qui reste de l'autorité palestinienne : Arafat serait assassiné ou contraint à l'exil, tandis qu'on assisterait à une intensification de la pression exercée sur la population des territoires occupés. Il y a déjà un certain temps que le renversement de la direction palestinienne actuelle est à l'ordre du jour du Premier ministre israélien et de l'administration américaine. Les Palestiniens de Cisjordanie, en désespoir de cause, traverseraient le Jourdain et ceux de Gaza chercheraient refuge en Egypte. Le nettoyage ethnique des territoires occupés, vieux rêve de la droite israélienne, serait ainsi réalisé. C'est sans doute l'un des objectifs qu'ont à l'esprit les stratèges de l'administration Bush qui parlent de redessiner la carte du Moyen-Orient, même si, en raison de sa " vision " de l'Etat palestinien, que le président Bush a décrite dans son discours du 24 juin 2002, et qui prévoit la création d'un deuxième Etat à l'ouest du Jourdain d'ici à 2005, il ne saurait être question d'en faire état ouvertement. Les Chiites et les Kurdes, qui, ensemble, représentent les trois-quarts de la population irakienne, se tourneraient contre leurs oppresseurs sunnites et les obligeraient à aller chercher refuge en Jordanie. La monarchie hachémite ne résisterait sans doute pas à l'assaut de ces vagues de réfugiés. Pendant ce temps, l'Irak serait soumis à des forces centrifuges. Les Kurdes seraient tentés de proclamer leur indépendance, ce qui pourrait entraîner une intervention turque. L'armée turque occuperait au passage les champs pétroliers de Kirkouk et de Mossoul.

Les sentiments anti - américains dans le monde arabe seraient exacerbés, avec ce que cela suppose de nouveaux attentats terroristes. Ce scénario déplaisant ne comporterait qu'un aspect positif : il signerait la fin d'une politique, faite de bombardements quasi quotidiens et d'embargos commerciaux qui durent depuis dix ans, après huit ans de guerre contre l'Iran, une politique qui a fait son temps et qui a coûté très cher à la population irakienne. Il convient de rappeler que l'administration Clinton, en la personne de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, prônait déjà le changement de régime à Bagdad : Mme. Albright avait fait de celui-ci la condition de la levée des sanctions.

Aux termes de la charte des Nations-unies la guerre ne peut se justifier que dans deux hypothèses : lorsqu'un pays représente une menace pour la paix et la sécurité internationales ou en cas de légitime défense. La charte, à la rédaction de laquelle les Américains ont largement contribué, vise à interdire la guerre comme instrument de politique nationale et à imposer la sécurité collective comme norme. En ce sens, on peut la situer dans la ligne du traité de Westphalie de 1648, fondé sur l'idée de l'inviolabilité de la souveraineté nationale : la charte rend difficile le lancement d'une attaque armée contre un Etat souverain. Toute la question maintenant tourne donc autour du point de savoir si le régime de Saddam représente ou non une menace pour la paix. La position américaine, lorsqu'elle cherche à revêtir un habillage juridique, consiste à dénoncer la détention d'armes de destruction massive par Saddam Hussein comme une menace pour la paix. Les autres motifs couramment invoqués, qu'il s'agisse de la volonté de parvenir à un changement de régime en Irak ou de l'intention de redessiner la carte du Moyen-Orient, ne sauraient justifier une guerre aux termes de la charte des Nations-unies. Il est vrai que ce n'est pas la première préoccupation de l'administration Bush, qui a toujours fait état de sa détermination à faire la guerre, avec ou sans l'assentiment des Nations-unies. Le parti du président a pour habitude de traiter l'organisation avec une certaine désinvolture. On se rappelle dans quelles conditions les Américains s'emparèrent du rapport soumis par les autorités irakiennes aux Nations-unies début décembre 2002. La décision de se référer au Conseil de sécurité semble n'avoir été prise qu'assez tardivement, après qu'un sondage eût montré que l'opinion publique américaine ne voulait pas d'une guerre sans cette sanction.

Cela étant la guerre du Golfe de 1991 s'était terminée sur un cessez-le-feu, ce qui signifie, techniquement au moins, que la reprise des hostilités n'équivaudrait pas au déclenchement d'une guerre préventive. Les dispositions de l'accord de cessez-le-feu n'ayant pas été respectées, la légalité d'un nouveau recours à la force peut se défendre.

Pour obtenir une seconde résolution ouvrant la voie à l'opération militaire à laquelle ils aspirent, les Américains ont besoin de neuf voix sur quinze au Conseil de sécurité, sans qu'il y ait de veto d'un membre permanent.

Mary Kaldor, qui dirige le programme de gouvernance mondiale à la London School of Economics, considère que l'on peut parvenir au changement de régime en Irak par d'autres moyens que la guerre. Forte de son expérience en matière de gestion de crise, acquise dans les Balkans et ailleurs, elle préconise un plan d'action comprenant les éléments suivants :

- " un système de contrôle permanent des armes de destruction massive
- " l'établissement d'un tribunal international ad hoc pour juger environ 300 criminels de guerre présumés, dont Saddam et sa suite ; en attendant leur parution, les inculpés verraient leurs comptes bancaires à l'étranger bloqués et ne pourraient plus se déplacer à l'extérieur ; une amnistie serait promise pour les autres personnes liées au régime ;
- " l'Irak se verrait contraint d'accepter un système de contrôle des violations des droits de l'homme, le retour des réfugiés, le droit des partis d'opposition à ouvrir des bureaux en Irak et à y développer leurs activités ou l'organisation d'élections démocratiques sous supervision internationale ;
- " le programme pétrole contre aliments devrait être administré par l'ONU et non par le gouvernement irakien, comme c'est déjà le cas dans le nord de l'Irak ; la mise en œuvre de ce programme devrait être subordonnée à la réduction des dépenses militaires et à l'accroissement des dépenses de santé et d'éducation.

Mary Kaldor estime qu'il convient de maintenir la pression au moyen du déploiement de forces aux frontières de l'Irak. Sans lui les inspecteurs ne seraient pas revenus. Mais ces troupes auraient pour mission d'assurer, le cas échéant, la protection des civils irakiens plutôt que de préparer ouvertement une invasion.

[Bertrand De Largentaye](#)

Paris, 13 mars 2003.

